

## Fête de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

### A quelques jours du conclave budgétaire, quelle ambition politique pour la petite enfance ?

L'actuel contrat de gestion de l'Office de la Naissance et de l'Enfance (ONE) prévoit une grande réforme de l'accueil de la petite enfance (0-3 ans). A l'étude depuis 2015, cette réforme a été recalée par le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles avant l'été. Le conclave budgétaire d'octobre 2018 scellera l'avenir ou l'enterrement de ce projet de réforme. En effet, sans engagement financier avant les élections, la réforme sera renvoyée aux calendes grecques avec, dans la foulée, la réponse aux besoins des enfants et des familles. Les acteurs qui défendent les politiques de l'enfance ne sauraient tolérer une telle inaction.

On a, à juste titre, beaucoup parlé du Pacte pour un enseignement d'excellence. **Par contre, pas une ligne sur le vaste projet de l'ONE qui entend réformer entièrement le secteur de la petite enfance.** Dommage tant les enjeux sont là aussi fondamentaux. On ne dira jamais assez l'importance d'un accueil de qualité accessible pour tous les enfants, quelle que soit la situation des parents. Et nous en sommes encore loin... A peine 1 place en crèche pour 3 enfants, seulement 1 sur 5 à un prix démocratique, des modes de fonctionnement pas assez souples par rapport aux besoins des parents, un grand manque de mixité sociale, des crèches au bord de la faillite et des professionnel·le·s en manque de reconnaissance. Tous s'accordent sur la nécessité de revoir fondamentalement le système actuel. Mais les réponses politiques tardent.

#### Un projet ambitieux sur la table et... rien

Un renforcement de la qualité, de véritables postes de direction dans les crèches, des places moins chères, des puériculteurs/trices mieux outillé·e·s et plus nombreux/ses, des incitants réels à davantage de mixité, etc. : voici quelques éléments encourageants du projet de réforme rendu par l'ONE à sa ministre de tutelle Alda Greoli et déposé au gouvernement fin juillet 2018. L'élaboration de ce projet a déjà été plus longue que prévu. Apprendre, juste avant les congés politiques de l'été que le projet est reporté, c'est la goutte qui fait déborder le vase pour les usagers et tout un secteur qui attend cette réforme. Le prochain conclave budgétaire est un moment clé pour l'avenir de la politique de l'enfance ; **il est urgent de lancer la réforme avant les élections de mai 2019. Laisser au prochain exécutif la possibilité de reprendre la réforme à zéro serait un échec lourd pour l'actuel Gouvernement de la FWB.**

#### Investir dans l'enfance, une demande de tous les acteurs du secteur

On ne compte plus les études belges et internationales qui démontrent la nécessité d'investir dans la petite enfance. Pour les enfants d'abord mais aussi pour la collectivité. Les analyses des économistes viennent en renfort de toutes celles, juridiques, basées sur l'accueil comme un droit de l'enfant. En effet, 1 € investi en rapporte entre 3 et 5 (selon les études). Pourquoi ? Parce qu'un accueil précoce, s'il est de qualité et assuré par des professionnel·le·s formé·e·s et accompagné·e·s dans l'exercice de leur métier permet de favoriser le développement physique, psychologique et social de l'enfant et dès lors de diminuer le décrochage scolaire. Il favorise aussi l'égalité des chances entre enfants mais également entre les hommes et les femmes, il renforce l'accès et le maintien à l'emploi, il permet de lutter contre la pauvreté, etc.

En ce jour de fête de la Fédération Wallonie Bruxelles, **nous demandons au Gouvernement de dégager dès cet exercice budgétaire les moyens nécessaires pour entamer cette indispensable réforme de l'accueil de la petite enfance et permettre dans la foulée de lancer la prochaine programmation de création de places du Plan Cigogne III (6400 places à créer entre 2019-2022), à ce jour rendue impossible par manque de volonté politique et de moyens.**

Lire la liste des 19 organisations (associations, syndicats, fédérations, etc.) signataires de cet appel :

LIGUE DES FAMILLES : **Delphine Chabbert**, secrétaire politique

FPS : **Noémie Van Erps**, secrétaire générale adjointe

VIE FEMININE : **Hafida Bachir**, présidente

CNE : **Yves Hellendorff**, secrétaire national

FGTB wallonne : **Thierry Bodson**, Secrétaire général et **Sabine Libert**, Secrétaire générale adjointe

CGSLB : **Eric Dubois**, responsable sectoriel

BADJE : **Séverine Acerbis**, directrice

FILE : **Fabiola Fripiat**, directrice et **Natacha Verstraten**, présidente

FIMS : **Isabelle Gaspard**, directrice, et **Sabine Lejeune**, directrice secteur Enfance

FSMI : **Anne Teheux**, directrice

PROMEMPLOI : **Sylvie Lefebvre**, directrice

COSEGE : **Françoise Pichot**, directrice

CHACOF : **Chantal Wyart**, co-présidente

NOE : **François Maréchal**, administrateur

CEMEA : **Geoffroy Carly**, directeur

RELAIS ENFANTS-PARENTS : **Stefania Perrini**, directrice, **Martin du Bois**, administrateur

FRAJE : **Laurence Paulet**, directrice

ACRF : **Philippe Andrienne**, représentant